

Ré-orienter l'économie

Respectable Loge, Justice et Raison, Orient de Dreux, Région 9

Mots-clefs : Économie, Libéralisme, République

La crise liée à la pandémie que nous vivons actuellement met cruellement en lumière les limites et insuffisances du système économique ultra-libéral.

Les conséquences du néo-libéralisme

Les théories du capitalisme libéral ont été fortement influencées par l'école de Milton Friedman qui, avec d'autres, faisait du marché le moteur incontournable de toute la vie économique. Elles ont déteint sur l'ensemble des gouvernements et des administrations dans la plupart des pays occidentaux. La chute du mur de Berlin et du communisme soviétique a été interprétée comme une victoire définitive de ce système.

L'économie regroupe toutes les activités humaines tournées vers la production, l'échange, la distribution et la consommation de biens et de services. Son objet théorique est de contribuer de façon essentielle au bien être de l'humanité. Il faut reconnaître que cet objectif n'est plus celui du capitalisme libéral qui dicte aujourd'hui sa loi sur le monde. Le but de ce système est entièrement tourné vers la création de richesses pour le profit de quelques uns, au détriment de l'immense majorité de la population mondiale. L'entreprise n'a plus pour rôle principal de produire des biens ou des services, mais de générer des bénéfices, des dividendes.

La finance n'est plus un outil au service de l'économie, mais l'ultime bénéficiaire de ce système. Et ainsi, l'humanité qui représente la force de travail est au service d'une économie qui elle-même est aux ordres des marchés financiers. Cette situation est soutenue par une idéologie qui use d'images de propagande comme celle de la « théorie du ruissellement » selon laquelle l'immense richesse de quelques uns bénéficierait à tous par cet effet de « ruissellement ». Si ceux qui sont près de la source peuvent se satisfaire de cette image et se désaltérer jusqu'à plus soif, les plus nombreux qui se trouvent en bas de la cascade n'en peuvent plus d'attendre les quelques gouttes restantes qui leur éviteront de mourir desséchés.

Ce système n'a de libéral que le nom. Il encourage, au nom de la « libre concurrence », la création de monopoles. Il pèse de tout son pouvoir sur les décisions politiques des gouvernements et des instances internationales, sans considération pour la démocratie et, aujourd'hui, il est en capacité d'influencer de façon décisive les opinions publiques comme il l'a montré en Grande-Bretagne au moment du débat sur le Brexit. Cette « libéralité » n'est qu'une version contemporaine de cette loi de la jungle qui autorise les grands fauves à dévorer les autres habitants de la forêt.

Le capitalisme d'aujourd'hui contraint les coûts de production à la baisse par la dévalorisation du travail et la surexploitation des ressources naturelles. Ceci se traduit de façon exemplaire par les délocalisations de sites industriels vers des pays où le coût de la main d'œuvre est moindre et où les charges sociales sont faibles ou nulles. En matière de production agricole, la course à une rentabilité financière toujours plus importante entraîne le développement d'une agriculture intensive qui n'hésite pas à bouleverser les équilibres écologiques et les normes sanitaires, en même temps qu'il fragilise de plus en plus la condition des agriculteurs.

Cette idéologie a fortement influencé les instances décisionnelles politiques ou administratives dans le monde et, singulièrement, dans les démocraties occidentales. C'est ainsi, qu'en France, une remise en cause de la notion d' « état providence » est à l'œuvre depuis quelques décennies. Sans respect pour les personnels soignants, les enseignants ou les personnels de la police et de la justice, on dénigre le travail des fonctionnaires, on réduit les budgets des différents services publics, on affaiblit leurs capacités d'accueil et la qualité des services rendus. C'est ainsi qu'on a voulu inciter les hôpitaux publics ou Pôle Emploi à fonctionner comme des entreprises à but lucratif, à devenir « rentables ».

Enfin, ce capitalisme débridé qui préfère la spéculation à court terme, plutôt que le travail, encourage la corruption et la fraude. Les pratiques, dites d'optimisation fiscale, sont encore tolérées, voire encouragées, alors qu'elles ne sont rien d'autre qu'une fraude à grande échelle. Malgré quelques déclarations d'intention, les paradis fiscaux continuent d'organiser cette fraude internationale. Ils en vivent et constituent les machines à blanchir l'argent sale en provenance de tous les trafics illégaux de drogue, d'armes et d'êtres humains.

Remettre l'économie au service de l'humanité et la finance à sa juste place

L'avenir de l'humanité exige une remise en cause radicale de cette idéologie néo-libérale, à la fois totalitaire, inégalitaire et impitoyable à l'encontre des plus pauvres.

Les gouvernements démocratiquement élus doivent avoir le courage de s'attaquer avec fermeté aux dérives de cette économie pernicieuse. La lutte contre les paradis fiscaux doit être menée sans tolérance aucune, qu'ils s'agisse de petites îles des Caraïbes ou de certains états européens. Les entreprises qui tirent bénéfice de ce système doivent être sanctionnées, même si ce sont de grands groupes de droit français. La corruption qui gangrène la vie de nombreux états et qui sévit encore parfois au sein même de nos instances républicaines doit être combattue avec la plus grande fermeté

Au fil des années, pour financer son fonctionnement, la France a contracté des emprunts importants. Une partie de cette dette alimente des fonds spéculatifs dont on ne connaît même pas la nature exacte et qui, de plus, tirent très certainement une grande partie de leurs bénéfices d'opérations frauduleuses d'optimisation fiscale. Il serait pour le moins normal d'exiger dans ce domaine, une véritable transparence afin que la part des impôts dévolue au remboursement de la dette ne serve pas à financer cette fraude.

Les services publics dont l'importance a été démontrée dans les circonstances troublées actuelles, doivent être renforcés. Leur efficacité doit encore être accrue notamment par une amélioration de leurs moyens et par une meilleure reconnaissance du travail effectué, aussi bien par les fonctionnaires titularisés que par les contractuels.

D'une façon générale, le travail doit être revalorisé, à la fois dans sa rémunération et dans ses conditions d'exercice.

Rien ne justifie le montant astronomique de certains revenus : ni la naissance, ni les compétences, ni les responsabilités. Tout doit être mis en œuvre pour une réduction équitable des écarts de salaires.

Enfin, il paraît essentiel de relocaliser de nombreuses industries dont le caractère stratégique est clairement apparu à l'occasion de la pandémie.

Le système financier, aussi bien les établissements bancaires que les places boursières, doit retrouver son simple rôle d'outil au service du développement et doit perdre sa place de bénéficiaire ultime des circuits économiques.

L'heure est venue, pour préserver l'avenir, de penser et mettre en place une économie solidaire et durable au service de l'humanité : une économie qui tienne compte des impératifs de protection de l'environnement ; une économie qui permette aux hommes et aux femmes de s'épanouir dans leur travail ; une économie qui préserve une véritable égalité des chances dans la société et qui protège les plus faibles.

L'humanité a besoin d'une économie qui mette en action la Liberté, l'Égalité et la Fraternité : d'une économie républicaine et vertueuse.

**L'idéologie néo-libérale de l'économie a mis l'Humanité au service d'un système économique qui lui-même est soumis aux impératifs de la finance, devenue le bénéficiaire ultime de ce système.
Ce schéma doit être inversé, les outils financiers devant servir un système économique au service du développement et du bien-être de l'Humanité.**